

SOUS COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ DE LA SARTHE

SDIS de la Sarthe
Sous direction des moyens opérationnels
Groupement Organisation et Coordination des Secours
Service prévention
Dossier étudié par : Ltn Christophe GUY /IB
Tél : 02.43.54.66.85 / 66.86 / 66.87
Courriel : serv.prev@sdis72.fr
Fax : 02.43.74.37.86

PROCÈS-VERBAL

OBJET : Contrôle des établissements recevant du public

La Sous Commission Départementale de Sécurité s'est réunie le **28/09/2023** en séance plénière en vue d'approuver, conformément aux dispositions des articles R.123-1 à R.123-55 du code de la construction et de l'habitation et du décret n° 95-260 du 8 Mars 1995, le rapport du groupe de visite de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement du Mans établi après la visite réalisée le **22/09/2023** de l'établissement ci-dessous :

Commune : ALLONNES
Établissement : E 003 00003 002 - EPHAD CHARLES DROUET Bâtiment B
2 Rue Auguste Renoir
Catégorie : 3ème cat.
Type principal : U

AVIS

Considérant les propositions du groupe de visite, la Sous Commission Départementale de Sécurité de la Sarthe propose la réalisation des prescriptions mentionnées dans le rapport du groupe de visite et émet un avis :

FAVORABLE
à la poursuite d'exploitation

Les travaux, soumis ou non à permis de construire, ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donné après avis de la commission de sécurité. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification de l'établissement.

Le contrôle exercé par l'administration ou par la commission de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (articles R.123-22 et R.123-43 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Le Président de la Commission,
M.



RAPPORT DU GROUPE DE VISITE DE la Commission de Sécurité de l'Arrondissement du Mans

RAPPORT DU GROUPE DE VISITE DU : 22/09/2023

Établissement : E 003 00003 002 - EPHAD CHARLES DROUET Bâtiment B

Adresse : 2 Rue Auguste Renoir
72700 ALLONNES

Type et Catégorie : U - 3ème cat.

Objet de la visite : Visite périodique

Périodicité des visites : 36 mois

COMPOSITION DU GROUPE DE VISITE

Membres ayant voix délibérative :

Membres ayant voix délibérative :

Le représentant du MAIRE : Mme LEBATTEUX
Le représentant du DDSIS : M. le Ltn GUY

Assistaient également à la réunion de la commission (membres ayant voix consultative) :

- M. THEODORE, Technicien maintenance SSIAP2
- M. CARRE, Responsable département maintenance et sécurité
- Mme REZE, Chargée sécurité incendie

RÉGLEMENTATION

Cet établissement est soumis aux dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980, annexé aux articles R.123-1 à R.123-55 du code de la construction et de l'habitation, traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, ainsi qu'au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Le non respect de ces réglementations est passible des sanctions prévues aux articles L. 123-4, R. 152-6 et R. 152-7 du code de la construction et de l'habitation.

HISTORIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT

N° de PC ou d'AT	Objet	Date d'étude par la SCDS	Date de réception des travaux ou devenir de la demande
AT.003.19.Z0002	Climatisation des espaces communs bâtiment B	14/02/2019	28/10/2020
AT.003.22.Z0004	Remplacement du SSI.	17/02/2022	EN COURS

DESCRIPTIF DE L'ÉTABLISSEMENT

La visite a été réalisée sous la conduite de Mme REZE, Chargée sécurité incendie.

Descriptif :

Rez de jardin : niveau -1

- locaux non accessibles au public
- des réserves
- des vestiaires
- TGBT
- chambre mortuaire

Rez de chaussée :

Niveau 0 :

- accueil
- zone de bureaux
- zone de rééducation et kiné
- zone de bureau médical et consultation
- salle des fêtes
- salle de réunion et restaurant du personnel
- espace cafétéria, presse et coiffeur

Niveau 1 - Unité 1 :

- 261 chambres équipées d'une salle de bain et totalisant 40 lits
- 1 salle à manger
- 1 réserve linge propre
- 1 office
- 1 bureau
- 2 salles de bain
- 1 local linges sales poubelles
- 1 bureau infirmier avec le SSI du bâtiment B
- 1 salle de soin
- 1 bureau

Niveau 1 - Unité 2 :

- 26 chambres équipées d'une salle de bain et totalisant 40 lits
- 1 salle à manger
- 1 réserve linge propre
- 1 office
- 1 bureau
- 2 salles de bain
- 1 local linges sales poubelles
- 1 bureau infirmier avec tableau de report
- 1 salle de soin
- 1 bureau

Niveau 2 - Unité 3 :

- 26 chambres équipées d'une salle de bain et totalisant 40 lits
- 1 salle à manger
- 1 réserve de linge propre
- 1 office
- 1 bureau
- 2 salles de bain
- 1 local linges sales poubelles
- 1 bureau infirmier avec tableau de report
- 1 salle de soin
- 1 bureau

Niveau 2 - Unité 4 :

- 26 chambres équipées d'une salle de bain et totalisant 40 lits
- 1 salle à manger
- 1 réserve de linge propre
- 1 office
- 1 bureau
- 2 salles de bain
- 1 local linges sales poubelles
- 1 bureau infirmier avec tableau de report
- 1 salle de soin
- 1 bureau

Niveau 3 - Unité 5 :

- 26 chambres équipées d'une salle de bain et totalisant 40 lits
- 1 salle à manger
- 1 réserve linge propre
- 1 bureau
- 2 salles de bain
- 1 local linges sales poubelles
- 1 bureau infirmier avec tableaux de report
- 1 salle de soin
- 1 bureau

Niveau 3 - Unité 6 :

- 26 chambres équipées d'une salle de bain et totalisant 40 lits
- 1 salle à manger
- 1 réserve linge propre
- 1 office
- 1 bureau
- 2 salles de bain
- 1 local linges poubelles
- 1 bureau infirmier avec tableau de report
- 1 salle de soin
- 1 bureau

VERIFICATIONS TECHNIQUES

Contrôle des vérifications techniques obligatoires (visite périodique) :

NATURE	VÉRIFICATEUR	DATE	OBSERVATIONS
Installations électriques	APAVE	11/08/2023	
Éclairage de sécurité (BAES) - Maintenance	APAVE	11/08/2023	
Source de remplacement - groupe électrogène de sécurité (livret d'entretien)	/	A faire	
Installation de chauffage (sous-station)	/		Réseau de chaleur
Appareils de cuisson (livret d'entretien) électricité	APAVE	11/08/2023	
Hottes - circuits d'extraction d'air vicié de buées et de graisses (cuisine)	HSTAC	07/12/2022	
Traitement d'air et ventilation (livret d'entretien)	DALKIA	Annuellement	
Ascenseurs :			
- contrat annuel d'entretien	/		RVRAT
- contrôle quinquennal par organisme agréé	BTP Consultant APAVE	30/01/2023 10/11/2021	1 ascenseur OTIS non remplacé Remplacé en 2024
Système de sécurité incendie de catégorie (A) :			
- contrat annuel d'entretien	DEF		
- contrôle triennal par organisme agréé (1 ^{er} groupe)	BTP Consultant	20/09/2023	
- système d'alarme type (1) TRE	/		En cours de remplacement
Installation de désenfumage (tirer lâcher, CO ₂) cages d'escalier, galerie de liaison	SIEMENS	12/2022	
Robinetts d'incendie armés (pression : 2.5bars)	TECC	30/12/2022	
Extincteurs portatifs	TECC	30/12/2022	
Portes automatiques (contrat annuel d'entretien)	AF Maintenance	18/04/2023	
Autres vérifications (poteau incendie)	TECC	30/11/2022	

Contrôles (art. MS74) :

Lors des visites périodiques effectuées par les commissions de sécurité, toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant pour permettre le contrôle efficace des moyens de secours. A cet effet, la direction doit mettre en place le personnel et le matériel nécessaire aux essais de fonctionnement.

Autres vérifications :

Registre de sécurité tenu à jour : oui

Formation du personnel :

- manipulation des extincteurs / RIA : prévue en novembre et 2024
- exercice d'évacuation : prévue en novembre et 2024
- système de sécurité incendie : prévue en novembre et 2024

Surveillance de l'établissement (ERP de type J,O,U, R+héb) : 2 personnes minimum

Contrat de maintenance SSI en 4 h : oui

Téléphone filaire (les téléphones sur box sont interdits) - Consignes : oui

Plan de l'établissement : non

Défense extérieure contre l'incendie :

- Poteau d'incendie à moins de 200 m de l'établissement : oui

Observations relevées lors de la visite :

Le remplacement du SSI est effectué. Celui-ci est fonctionnel et correspond aux attentes de l'AT.003.22.Z0004. Néanmoins, des observations restent à lever. La Sous Commission Départementale de sécurité réceptionnera cet appareil ultérieurement.

CLASSEMENT

Classement selon le ou les articles : U2

Mode de calcul de l'effectif admissible : Déclaration d'effectif du chef d'établissement

Résidents : 180 lits

Visiteurs : 90 personnes = 1 visiteur / 2 lits

Détail du calcul :

public : 270 personnes

personnel : 80 personnes

total : 350 personnes

Établissement Recevant du Public de 3ème catégorie et de type U

PRESCRIPTIONS

Prescriptions permanentes :**Vérifications techniques obligatoires (articles R123-43, GE8)**

Faire vérifier, **au moins une fois par an**, par un technicien compétent :

- les installations électriques et l'éclairage de sécurité (art. EL19 et art. EC8)
- les installations de désenfumage (art. DF10)
- les installations de chauffage (art. CH57 et CH58)
- les filtres de traitement d'air – nettoyage (art. CH58)
- les appareils de cuisson (art. GC22)
- les hottes de cuisine – y compris le conduit d'extraction (art. GC21)
- les ascenseurs (art. AS8 et AS9)
- les extincteurs, robinets d'incendie armés (art. MS73)
- le système d'alarme incendie (art. MS73)
- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS58)
- les portes automatiques (art. CO48)
- les réseaux de fluides médicaux (art. U64)
- le groupe électrogène

Faire vérifier, **une fois tous les trois ans**, par un organisme agréé :

- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS73)
- le système de désenfumage mécanique (art. DF10)

Faire vérifier, **une fois tous les 5 ans**, par un organisme agréé :

- les ascenseurs (art. AS9)

Tenir à jour le registre de sécurité en y inscrivant notamment les dates des vérifications techniques accompagnées du nom et de la signature du vérificateur (art. R123-51 du code de la construction et de l'habitation).

Ce registre contiendra notamment les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap (art. GE3).

Prescriptions antérieures :

Action	Ordre	Libellé
visite du 15/11/2017	3	Apposer à l'entrée de chaque bâtiment, sous forme d'une pancarte inaltérable, un plan schématique de l'établissement. Ce plan doit avoir les caractéristiques définies à la norme NFS.60-303. Il doit représenter au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement. Sur ce plan devront figurer l'emplacement des locaux techniques, des stockages dangereux, des dispositifs de coupure des fluides, des commandes des équipements de sécurité et la localisation des éventuels espaces d'attente sécurisés (art. MS41).

Nouvelles prescriptions :

Ordre	Libellé
1	Effectuer des essais de désenfumage mécanique avec des fumées chaudes. En cas d'efficacité, les relevés de débits feront référence pour les contrôles techniques suivants. Demander le passage de la commission conformément à la prescription du dossier d'étude. (art CCH 143-13).
2	Faire contrôler et adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, les rapports de vérification suivants, accompagnés des justificatifs de levée des éventuelles observations y figurant : - groupe électrogène (art. R123.44).
3	Former le personnel à la manipulation des moyens de secours : - extincteurs - RIA - SSI. La procédure de coupure des moteurs de désenfumage devra être maîtrisée L'intégralité du personnel effectuant des surveillances nocturnes devra être formé. (art MS 45).

Propositions et remarques éventuelles :

1. La commission rappelle l'obligation pour les propriétaires des établissements recevant du public d'installer un défibrillateur automatisé externe selon le calendrier suivant :

- le 1er janvier 2020 pour les ERP de catégories 1 à 3 ;
- le 1er janvier 2021 pour les ERP de catégorie 4 ;
- le 1er janvier 2022 pour les ERP de catégorie 5 suivants : les structures d'accueil pour personnes âgées, les structures d'accueil pour personnes handicapées, les établissements de soins, les gares, les établissements sportifs clos et couverts ainsi que les salles polyvalentes sportives.

(Décret n°2018-1186 du 19 décembre 2018 relatif aux défibrillateurs automatisés externes)

AVIS

A l'issue de cette visite, les membres du groupe de visite de la commission proposent un **avis favorable** à la poursuite d'exploitation de l'établissement de cet établissement.
Néanmoins, les prescriptions énoncées ci-dessus devront être intégralement respectées.

Le Rapporteur,
Ltn Christophe GUY



